



| Entre 2015 et 2016, les investissements directs à l'étranger (IDE) européens ont augmenté de 49 %

ÉVALUATION DES RELATIONS UE-CHINE

Interview par Alain Bloëdt, Rédacteur en chef du Progressive Post, avec Jo Leinen

Lors d'un entretien fleuve avec The Progressive Post, l'eurodéputé Jo Leinen a donné son avis sur les relations UE-Chine et notamment sur les nouvelles Routes de la soie initiées par la Chine, les investissements chinois dans l'UE, comme l'achat du port du Pirée en Grèce, et sur la coopération à venir entre l'UE et la Chine.

Comment définiriez-vous la relation supposée « gagnant-gagnant » entre l'UE et la Chine au bout de cinq ans ?

L'initiative Route de la soie (Belt and Road - BRI) de la Chine représente un défi et une opportunité pour l'Europe. Un défi parce qu'il s'agit d'une initiative chinoise unilatérale de s'ouvrir au monde

(avec les standards de la Chine) et une opportunité pour l'Europe de se rapprocher de la Chine dans le cadre de nombreux projets d'infrastructure (Europe de l'Est, Asie et Afrique).

N'y a-t-il qu'une seule position européenne vis-à-vis de la Chine ?

Malheureusement, les 28 États membres de l'UE ont

des positions assez diverses. J'espère que la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, pourra présenter une nouvelle feuille de route entre l'UE et la Chine, en juin 2018. L'UE doit absolument parler d'une seule voix et tenir un langage commun avec la Chine, sinon nous n'aurons

#China-#EU

Nous ne jouons pas sur un pied d'égalité en termes de règles de marché et de compréhension politique

#NewSilkRoad



aucune influence et nos intérêts et valeurs s'en trouveront affaiblis.

Étant donné la réaction du public vis-à-vis des derniers accords commerciaux, comme avec le Canada et les États-Unis, êtes-vous préoccupé par l'opinion publique européenne envers la Chine ?

Oui, bien sûr, la Chine représente un défi parce que son système politique est différent et qu'elle n'a pas une économie de marché. Les produits provenant de Chine et arrivant sur notre marché sont partiellement subventionnés et il existe des restrictions majeures en termes de financement et d'investissements en Chine. Nous ne jouons pas sur un pied d'égalité en termes de règles de marché et de compréhension politique. Beaucoup de gens dans l'UE s'inquiètent que nous soyons en mauvaise position et donc les perdants dans cette relation commerciale.

Comment pouvons-nous être sûrs que la parité et l'équité seront assurées par cette nouvelle initiative ?

Il est de l'intérêt de l'UE de développer une bonne coopération avec la Chine, mais nous devons nous assurer de jouer sur un même pied d'égalité et que nos actions soient réciproques. Nous voulons plus d'accès au marché et aucune discrimination du gouvernement chinois envers nos sociétés, en ce qui concerne leurs activités en Chine. Par ailleurs, nous devons examiner nos instruments de défense commerciale, qui sont en train

d'être ajustés et améliorés, sur le contrôle des investissements provenant de Chine afin de savoir s'ils répondent à nos standards.

Pensez-vous que la Chine a adopté la bonne attitude avec son initiative «16+1», qui vise à étendre la coopération de la Chine à 11 États-membres et 5 pays des Balkans ?

Le fait que la Chine soit active dans l'UE et qu'elle investisse en Pologne ou en Roumanie, comme elle le fait en Allemagne et au Portugal, ne pose aucun problème. Ce serait un problème pour moi si elle portait atteinte à nos normes et à nos règles.

Cela vous a-t-il posé un problème lorsque la Chine a acheté la totalité du port du Pirée en Grèce ?

Le port du Pirée est florissant. C'est un élément positif pour la Grèce ainsi que son économie. La politique d'austérité a obligé le gouvernement grec à vendre le port. Aucune société de l'UE n'a été capable d'égaliser le niveau de l'offre chinoise. Il est important de noter que la Chine investit principalement dans des projets d'infrastructure (ports, chemins de fer, systèmes énergétiques et réseaux de distribution entre autres). Nous avons besoin d'une vue d'ensemble, au niveau de l'UE, de ce qui est en train d'arriver et nous devons analyser si la Chine a plutôt des actifs que des investissements dans des secteurs d'infrastructure clés, et s'il s'agit d'une stratégie politique visant à influencer les États membres.

Nous devons analyser si la #Chine a plutôt des actifs que des investissements dans des secteurs d'infrastructure clés, et s'il s'agit d'une stratégie politique visant à influencer les États membres.

#NewSilkRoad



Pourriez-vous imaginer la même réaction de la part de l'Allemagne et des Pays-Bas, si la Chine avait essayé d'acheter le port de Hambourg ou de Rotterdam ?

Et bien, en Allemagne, la Chine est en train d'acquérir les entreprises technologiques les plus sophistiquées (le fabricant d'appareils ménagers chinois, Midea Group, a repris l'entreprise de robotique allemande Kuka). On ne veut pas voir la Chine « faire son marché », avec des entreprises publiques qui achètent nos meilleures entreprises européennes. Il y a des limites à ce que l'UE peut accepter, du moins tant qu'il n'y a pas de réciprocité permettant aux sociétés de l'UE de faire la même chose en Chine.

En avril, 27 des 28 ambassadeurs de l'UE en Chine ont signé une lettre critiquant l'initiative sur les nouvelles Routes de la soie de la Chine. Est-ce la bonne approche envers la Chine ?

Il s'agit d'un avertissement de nos ambassadeurs de ne pas

être naïfs et un appel à l'UE pour qu'elle s'unisse. Nos ambassadeurs en poste à Pékin sont bien plus proches de la réalité de la Chine que nos gouvernements et institutions à Bruxelles. J'ai trouvé cela utile qu'ils mettent le doigt sur certains développements problématiques concernant la Chine.

Êtes-vous optimiste quant à la future coopération UE-Chine ?

Oui, parce que nous avons besoin les uns des autres dans le cadre d'une gouvernance mondiale. Quand vous voyez à quel point les États-Unis sont incertains et à quel point la Russie pourrait bien rester problématique encore de nombreuses années, il ne nous reste pas tant de partenaires que cela dans le monde pour réaliser les grandes choses qui sont nécessaires : la protection du climat à grande échelle, le développement économique en Afrique, etc.



> AUTEUR

Jo Leinen est membre du Parlement européen et vient du groupe des Socialistes et Démocrates. Il est eurodéputé depuis 1999 et occupe le poste de président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la Chine depuis 2014.